

Metula News Agency

Rédacteur en chef : [Stéphane Juffa](#)www.menapress.com[Page principale](#)[Articles précédents](#)[A propos de la Mena](#)

Frapper l'Iran ? (info # 010502/7)

Par **Laurent Murawiec à Washington**

Lundi 05 février [10:13:00 UTC]

© Metula News Agency



C'est bien tard : découvrir aujourd'hui que l'Iran est l'un des grands soutiens des insurrections irakiennes

Les Etats-Unis en font beaucoup. Envoi d'une vingtaine de milliers de soldats en Irak, pression plutôt réussie sur le premier ministre bagdadi al-Maliki pour qu'il cesse de n'être que le pantin des extrémistes chiïtes. Attaques menées contre les nids urbains de miliciens chiïtes de Muqtada al-Sadr, nomination de l'audacieux général David Petraeus à la tête des forces américaines et coalisées en ce qui concerne l'Irak. Envoi d'un porte-avion de plus vers le Golfe persique, avec toute son armada accompagnatrice dotée d'une force de frappe considérable, sous la houlette de l'amiral Fallon, un as de l'aéronavale aux talents certains de coordination de frappes aériennes lourdes. Dénonciations appuyées et multiples du rôle offensif de l'Iran et de ses services dans les rebellions irakiennes, arrestations en Irak d'agents iraniens, officiers de la « Force al-Quds », forces spéciales iraniennes...

Va-t-on, la question est dans tous les esprits, vers une intervention américaine contre l'Iran ? Avant de répondre, examinons le paysage...

Dans la région, voit graduellement le jour un Axe sunnite, qu'on pourrait baptiser coalition des effrayés : les despotes arabes, saoudiens, égyptiens et autres, que la montée du danger perso-chiïte fait trembler. Il ne s'agit plus du simple désir, chez eux, de fouler aux pieds les hérétiques, comme leur compère Saddam l'avait si bien fait, mais d'échapper aux ambitions hégémoniques de l'Iran ayatollesque.

L'acquisition d'un arsenal nucléaire et balistique par les ayatollahs, la montée en puissance du Hezbollah au Liban, qui prépare sans se cacher le coup d'Etat, ou, s'il échoue, la guerre civile, la prise de contrôle du Hamas par l'Iran et la Syrie : c'est la grand' peur pour les pétromonarchies sunnites du Golfe ; c'est elle qui a motivée les gestes remarquables et renouvelés contre l'Iran, sous formes de fatwas saoudiennes contre Téhéran et le Hezbollah, de rencontres à peine secrètes entre responsables israéliens et saoudiens, du soutien apporté à Abou Mazen contre le Hamas. Ils ont très peur de l'apocalypse chiïte et de l'implantation durable et agressive des agents de la puissance iranienne sur les rives de la Méditerranée.

En Arabie, autant que l'on puisse déchiffrer les signes ésotériques qui émanent, comme des signaux de fumée de Peaux-rouges à travers la prairie, de l'opaque dynastie des Al-Saoud, un clash sévère a opposé ceux qui – tel l'ancien patron des services secrets Turki, qui vient d'abandonner, après 18 mois seulement, ses fonctions de « Ministre des Affaires Américaines » (ambassadeur à Washington) – voulaient flirter avec un Iran ascendant, et ceux qui – tel son prédécesseur et directeur du Conseil national de sécurité, Bandar, soutenu par le roi Abdallah – ont plus peur de Téhéran que de Washington, ou même d'Israël (ou qui plutôt voient pour l'heure plus de bénéfices à rameuter le voisinage contre l'Iran que contre Israël).

Riyad, soutenu par le pétro-potentat koweïtien, a mis en œuvre un nouveau cours pétrolier destiné à étouffer économiquement un Iran totalement dépendant du revenu pétrolier. La chute libre du prix du baril, passé de plus de 75 dollars à 50 en l'espace de quelques mois, reflète un accroissement des pompages dans le Golfe

arabe. Sur un marché saturé, le prix du brut a donc chuté d'un tiers. La perte de revenu est absorbable par les pétroliers du Golfe, mais pas par l'Iran peuplé. Les Saoudiens affaiblissent par la même occasion leur autre grand ennemi : les investissements américains en formes alternatives d'énergie. Le budget prévisionnel koweïtien de l'an prochain se fonde sur un prix de 26 dollars le baril ! A 50 dollars et moins, les caisses iraniennes se vident, et la marge de manœuvre du régime s'étrécit.

On rapporte ici et là, surtout depuis les récentes « élections » en Iran, que les « modérés » y auraient repris la main, que le Guide suprême Khamenei, appuyé par l'ex-président Hachémi Rafsandjani, voudrait reprendre les rênes, de peur que l'extrémisme illimité manifesté par Ahmadinejad ne finisse, à coup de provocations inutiles, par amener la formation d'une grande et agressive coalition contre l'Iran, prélude à un assaut contre son programme nucléaire.

Il est vrai que certains ayatollahs milliardaires tiennent à leurs privilèges, alors qu'Ahmadinejad-le-maigre ne tient qu'à ses ferveurs mystico-assassines. N'oublions pas, néanmoins, que les ayatollahs sont passés maîtres dans la science de la manipulation politique, celle qu'ils ont apprise des Soviétiques : remuer bien haut la marionnette « modérée » pour entortiller les gogos (qui se pressent en masse navrante du côté occidental : il n'est pire sourd...) et gagner du temps pour les pas-modérés-du tout qui utilisent les faux-modérés comme écran de fumée.

Depuis de nombreuses années, en Iran, l'accident d'hélicoptère est le moyen favori de la purge politique, surtout envers les dirigeants militaires ou des Pasdaran. C'est un progrès considérable par rapport à la pendaison, et cela évite les frais de torture. Donc, à l'annonce qu'Ahmadinejad a été victime d'un regrettable désastre aérien, nous saurons que Khamenei et les pseudo-modérés sont sérieux – mais pas avant. Avant cela, ils continueront de jouer sur les deux tableaux, et d'utiliser l'épouvantail mystico-assassin pour effrayer les gobe-mouches tout en secouant les plumes de la coiffe modérée pour appâter les mêmes.

Mais leur Iran est perclus de trous et de vulnérabilités : le pays à l'économie nationalisée et bureaucratisée est à demi en ruine. Pour financer le programme nucléaire, les investissements lourds, les achats de matériels sensibles, pour maintenir un niveau d'armement suffisant, acheter une partie de la population pauvre à coup de distributions populistes et de prébendes, et subventionner la révolution islamique, il faut des fonds considérables – Téhéran comptait sur le pétrole. Par ailleurs, l'Iran ne possède aucune capacité de raffiner le pétrole en essence, et dépend donc totalement des importations, ce qui a poussé Ahmadinejad à lancer un lourd programme de conversion au gaz naturel du parc automobile. Le programme était viable à un niveau élevé de revenu pétrolier, mais devient un terrible fardeau au prix actuel.

Autre vulnérabilité iranienne, les flux financiers. En la matière, les Américains ont lancé discrètement une campagne visant à affaiblir l'Iran en l'isolant financièrement : on fait savoir aux établissements financiers internationaux qui travaillent avec les banques iraniennes qu'ils seront mis sur liste noire par les autorités fédérales américaines s'ils continuent. La gêne et même la pénurie causée à Téhéran sont sérieuses, et prometteuses, même si l'Iran tend à utiliser l'euro plus que le dollar pour se prémunir. Washington essaie également de coopérer avec l'Union européenne. Mais décider à 27 est une affaire lente et difficile, d'autant que l'UE ne s'est pas dotée des instruments indispensables à l'identification et au ciblage des établissements financiers délictueux : Washington doit parler à 27 Etats plutôt qu'à une seule instance. Les Américains ont donc été forcés de travailler plutôt avec les banques européennes. Téhéran a besoin de crédit, et peut de moins en moins en obtenir.

Finalement, la vulnérabilité technologique concerne non seulement les techniques du nucléaire et de la *missilerie*, mais également l'extraction pétrolière et gazière. Il y a besoin en la demeure d'une vaste coopération internationale pour limiter au maximum les fuites technologiques en direction de l'Iran. Plus il sera difficile et coûteux pour l'Iran de se procurer ces technologies de pointe, plus difficile deviendra sa situation économique.

On ne manque donc pas de moyens de serrer la vis au régime des ayatollahs. Une certaine volonté se manifeste à Washington à cet égard, mais c'est bien peu et c'est bien tard : découvrir aujourd'hui que l'Iran est l'un des grands soutiens des insurrections irakiennes, c'est faire preuve d'une étrange cécité, ou de vision différée, puisque le soutien a commencé dès la chute de Saddam. Pourquoi avoir perdu trois ans ? Découvrir et dénoncer, de même, les interférences syriennes, après avoir passé trois ans à faire semblant de ne rien voir afin de ne pas avoir à intervenir, c'est faire preuve d'une extraordinaire pusillanimité. De même, il y a plus de deux

ans, le magazine *Time*, se basant entre autres sur des rapports du renseignement militaire américain, dressait le portrait de la stratégie iranienne en Irak : les Gardes révolutionnaires iraniens (Pasdaran) y avaient créé un réseau de près de 300 tueurs opérant en Irak, divisés en 17 groupes de fabricants de bombes et d'escadrons de la mort, formés par le Hezbollah et les Pasdaran, abrités à Sadr City, le bastion de Muqtada al-Sadr, et dirigés par Abou Moustafa al-Sheibani (*Time*, 14 août 2005, « La guerre secrète de l'Iran pour conquérir l'Irak »). On en savait bien plus – qu'a t-on fait ? Ali al-Dabbagh, porte-parole du gouvernement irakien, vient de déclarer à la BBC que les terroristes basés en Syrie étaient responsable de la moitié des attentats commis à Bagdad ; rien de neuf à cela : pourquoi n'avoir pas fait payer Damas plus tôt ?

Bush a cru pouvoir faire la « guerre au terrorisme » en isolant les fronts, en choisissant une cible puis l'autre, sans comprendre un instant que le « front » de la guerre n'est pas territorial. On ne pouvait mener la guerre en Irak sans traiter d'une manière ou d'une autre les trois grands voisins de l'Irak qui soutiennent les insurrections chiïtes ou sunnites ou les deux : Iran, Syrie, Arabie saoudite. Mais encore aurait-il fallu que Bush ôte ses œillères et refuse d'écouter les propos lénifiants de ses conseillers chéris, Condi Rice, George Tenet à la CIA, et bien d'autres. Les ennemis sur l'action desquels on faisait l'impasse se sentaient d'autant plus encouragés, par cette insolite immunité, à s'attaquer aux forces américaines en Irak. L'Arabie saoudite continua de plus belle à y exporter ses jihadis et à les financer, pas trop afin de ne pas provoquer une riposte, assez pour affaiblir les Américains ; l'Iran fournissait les insurgés en armements, les formait à la guérilla façon Hezbollah, et appliquait sa stratégie « à la libanaise », tout en éliminant les dirigeants chiïtes qui lui déplaisaient et en promouvant ses propres pions ; la Syrie ouvrait toutes les portes aux jihadis désireux d'entrer en Irak. Les insurrections faisaient rage grâce à leurs sanctuaires, et les sanctuaires étaient protégés par l'auto-aveuglement diplomatique de l'administration Bush !

Ce dernier aura donc, depuis 2001, mené de front plusieurs politiques contradictoires. L'Amérique a été plongée, en dépit d'elle-même, dans un nouveau conflit mondial dont elle n'a pas fini d'apprendre les règles. L'administration Bush reflète l'état d'esprit composite de l'Amérique, engluée dans le « politiquement correct » d'avant le 11 septembre, « l'esprit du 10 septembre » comme l'ont nommé certains, et d'une Amérique qui veut contre-attaquer, sans savoir forcément comment procéder. Les règles du jeu « du 12 septembre » sont à inventer. Mais le président s'est entouré d'une coalition « du 10 » et « du 12 » sans opter fermement pour l'une ou l'autre date. La confusion règne à Washington. L'électorat – qui le lui reprochera – veut des directions claires. Il avait donné beaucoup de crédit à Bush, mais pas un chèque en blanc. Il a repris ses billes en novembre dernier, tant il est vrai que ce sont les Républicains qui ont perdu, et non les Démocrates qui ont gagné.

Les media, ivres de leur puissance depuis la fin de la guerre du Vietnam et le Watergate, forts d'une impunité absolue et d'une puissance de manipulation formidable, ont mené une guerre implacable contre Bush. Les élus de l'exécutif et du législatif sont soumis au suffrage universel ; les sociétés cotées en bourse à la censure de leurs actionnaires et aux décisions des acheteurs ; les media sont incontrôlés, et, idéologiquement, très à gauche : neuf journalistes sur dix se définissent eux-mêmes ainsi. Leur hypercritique malveillante étend un parapluie protecteur au-dessus de tous les ennemis des Etats-Unis. L'incapacité de l'administration à bien concevoir sa stratégie et à l'énoncer clairement a laissé le champ libre à l'aristocratie médiatique dont le fiel se répand quotidiennement. La confusion qui règne au sein de la population américaine tient en grande partie à ce double mouvement.

Bush est, nul ne l'ignore, un canard plutôt boiteux : il cessera formellement d'être président le 20 janvier 2009, mais cèdera son pouvoir de décision à son successeur élu dès le premier mercredi de novembre 2008. Privé de majorités favorables dans les deux chambres du Congrès, contesté dans son propre parti, Bush aura-t-il la marge de manœuvre, et, au fond, l'esprit de décision et la sagesse stratégique voulus pour faire face à l'Iran ?

Ahmadinejad et ses séides sont convaincus de la grande faiblesse du « tigre de papier » américain. Le marasme irakien, l'échec israélien au Liban, la situation politique aux Etats-Unis, le désarroi au sein de la coalition occidentale, le soutien inconditionnel de Chirac et de Poutine à toutes les turpitudes de l'Iran, ont parachevé le sentiment d'impunité qui isole encore plus le président iranien de la réalité : il se pense invincible. On peut prévoir une aggravation des attaques anti-américaines (et anti-israéliennes). En Afghanistan comme en Irak, l'Iran met la pression. C'est dans ce cadre qu'il commettra des erreurs stratégiques fatales, le genre d'erreur de calcul qui force la main des hésitants. Une provocation de plus, et Bush, qui n'est jamais aussi bon que quand il est piqué au vif, repassera à l'action au lieu de n'être que passif-agressif. La région le soutiendra – elle le lui demande. Le jeu est jouable, à condition d'être joué !



Droits de reproduction et de diffusion réservés
Copyright © 2002-2006 Metula News Agency